

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

7 MARS 1997

PROPOSITION DE LOI

instaurant le titre-service

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 30 mai 1996, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "instaurant le titre-service", a donné le 30 janvier 1997 l'avis suivant :

Voir :

- 464 - 95 / 96 :

— N° 1 : Proposition de loi de MM. Bacquelaine, Reynders, Michel et Simonet.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

7 MAART 1997

WETSVOORSTEL

tot invoering van de dienstencheque

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 30 mei 1996 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een wetsvoorstel "tot invoering van de dienstencheque", heeft op 30 januari 1997 het volgende advies gegeven :

Zie :

- 464 - 95 / 96 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Bacquelaine, Reynders, Michel en Simonet.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. PORTEE DE LA PROPOSITION.

La proposition déposée à la Chambre des représentants le 5 mars 1996 tend, selon les développements, à instaurer une forme particulière de monnaie scripturale (1), le titre-service.

Ce titre nominatif - cessible - à valeur nominale limitée ne peut être utilisé que par un particulier pour le paiement de services de proximité prestés par une personne morale ou physique agréée à cet effet afin de satisfaire des besoins individuels (articles 2, 1° et 3). Le prestataire même ne peut accepter le titre-service qu'en paiement de prestations de services de proximité (article 3).

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres la liste des services de proximité agréés, définis en tant que services non soumis à la concurrence internationale, offerts aux particuliers afin d'améliorer leur qualité de vie. Est exclue toute activité inhérente à la profession des bénéficiaires (articles 2, 2° et 3°, et 4).

A titre d'exemple, les développements mentionnent des services de proximité à forte densité de travail, tels que :

- pour les familles avec enfants : garde d'enfants à domicile, accompagnement des écoliers sur le chemin de l'école, assistance scolaire et parascolaire, activités de formation, ...;
- pour les personnes âgées : repas à domicile, soins, accompagnement lors de déplacements, ...;

(1) Doc. Chambre, 1995-1996, n° 464/1, p. 3.

- pour l'ensemble des particuliers : courses à domicile, garde des personnes malades, aides ménagères, petites réparations, entretien des jardins, ... (1).

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'agrément des prestataires. Les prestataires doivent avoir conclu une convention avec une entreprise émettrice et cette convention doit mentionner le numéro d'agrément du prestataire (article 11).

Les entreprises émettrices ne peuvent accepter les titres-services en paiement qu'à la condition que le prestataire satisfasse aux prescriptions de l'article 11 (article 12).

Le titre est émis par des organismes agréés à cet effet. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les modalités de l'agrément préalable de l'entreprise émettrice (article 7), ainsi que les mentions qui doivent figurer sur le titre-service et son montant maximum (article 5).

Le titre peut être acquis par des employeurs qui peuvent les remettre à leurs travailleurs en guise de rémunération, ou par les particuliers eux-mêmes (article 2, 3°). Le Roi peut fixer des modalités concernant la délivrance (article 6).

Le titre-service est valable à partir de la date de son émission, jusqu'au 31 décembre de l'année civile qui suit celle de son émission. Il n'est ni échangeable, ni remboursable (article 8). Le prestataire doit présenter le titre à l'entreprise émettrice dans un délai maximum de trois mois à dater de l'expiration de sa période de validité. L'entreprise émettrice rembourse les titres dans les quinze jours ouvrables de leur présentation (article 12).

(1) Développements, précités, p. 2.

En application d'un accord passé individuellement avec le travailleur ou ressortant de l'application d'une convention collective, l'employeur peut octroyer des titres-services en remplacement d'une partie de la rémunération, ou d'un autre avantage, soumis ou non à des cotisations sociales (article 14). Par dérogation au blocage des salaires visé dans la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales qui a confirmé l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, l'employeur peut accorder une augmentation salariale au travailleur sous la forme de titres-services dans les limites fixées par la proposition (article 15). C'est ainsi que le nombre de titres-services octroyés par l'employeur ne peut excéder, pour chaque travailleur, un maximum de deux titres-services par jour de travail effectif (article 16).

Le titre-service est fiscalement déductible pour l'employeur et constitue pour le travailleur un "avantage en nature" non imposable; il est exempt de cotisations sociales (articles 9 et 13). Le bénéficiaire peut déduire de son revenu imposable, à concurrence d'un maximum à fixer annuellement par le Roi avant le 1er janvier, le montant des titres-services qu'il achète (article 10). Si le montant des titres-services reçus de son employeur en un exercice d'imposition est inférieur à ce maximum, le travailleur qui aurait acheté auprès d'une entreprise émettrice des titres-services aura la possibilité de bénéficier de la déduction fiscale à concurrence de la différence entre le montant maximum autorisé et le montant total des titres-services remis par l'employeur au cours du même exercice d'imposition (article 17).

La proposition contient, en outre, un nombre de dispositions relatives à la surveillance et de dispositions pénales (articles 20-24).

II. COMPETENCE DU LEGISLATEUR FEDERAL.

1. Ainsi qu'il appert des développements de la proposition de loi, tout comme de ses antécédents, celle-ci se situe dans le prolongement d'une série d'autres règlements, qui se sont effectivement matérialisés ou non, ayant pour objectif de promouvoir l'emploi en rendant attrayant, fiscalement ou d'une autre manière, un travail jugé d'utilité sociale qui, à l'heure actuelle, n'est pas prisé, du moins dans le circuit du travail officiel, pour le motif que les charges salariales qui en découlent sont trop élevées.

A ce sujet, l'on se référera :

- à un amendement du gouvernement, non approuvé en définitive, au projet qui est devenu la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, et qui tendait à autoriser le Roi à accorder, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un complément à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, visée à la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, le cas échéant sous la forme de chèques-services; le Roi serait autorisé en même temps à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant et les conditions d'octroi de ce complément ainsi que, le cas échéant, le montant, les conditions d'octroi et d'utilisation, ainsi que les modalités d'émission des chèques-services (1); un amendement à ce projet de loi, introduit par les deux premiers auteurs de la présente proposition de loi, et qui contenait des règles en matière de chèques-services, comparables à la présente proposition de loi, ne fut pas davantage adopté, le Parlement flamand ayant soulevé un conflit d'intérêts (2);

(1) Amendement n° 39, Doc. Chambre, 1995-1996, n° 352/4, p. 16-17.

(2) Amendement n° 60, Doc. Chambre, 1995-1996, n° 352/13.

- à l'article 34 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions qui dispose que le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, apporter des modifications au système de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, prévu par la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, afin de répondre financièrement aux besoins spécifiques des personnes âgées nécessitant des soins; notamment à l'occasion de cette disposition, les compétences respectives de l'autorité fédérale et des communautés furent également évoquées (1) ainsi qu'au sujet d'un amendement non approuvé, tendant à disposer expressément que les mesures à prendre par le Roi n'entraîneraient en aucune manière l'instauration d'une assurance-dépendance;
- au système des chèques-ALE : article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par l'article 73, 2°, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ainsi que sa mise en oeuvre aux articles 79 et suivants de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, remplacé ou inséré par l'arrêté royal du 10 mai 1994 (2) et modifié encore par la suite.

(1) Amendement n° 411, Doc. Chambre, 1995-1996, n° 607/12.

(2) Cet arrêté royal, qui a réglé également l'entrée en vigueur de l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, en ce qui concerne la mise en activité des ALE, a été annulé par la section d'administration du Conseil d'Etat (C.E., Devillers, n° 62.863 du 30 octobre 1996). L'arrêté royal du 28 novembre 1996 d'exécution des articles 7 à 10 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 et modifiant les articles 79 et 83 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage réintroduit le texte originel de l'arrêté du 10 mai 1994 à partir du 1er juin 1994.

2. Les problèmes de compétence qui se sont posés à l'occasion des actes législatifs et réglementaires susmentionnés peuvent être classés sous les rubriques suivantes :

- dans la mesure où il est projeté de rendre certains services plus accessibles aux personnes âgées ou à d'autres catégories de personnes dignes d'intérêt : les compétences des communautés en ce qui concerne la politique de santé (article 5, § 1er, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (LSRI)) ou en matière d'aide aux personnes (article 5, § 1er, II, LSRI);
- dans la mesure où il est projeté d'augmenter l'offre d'emploi complémentaire : les compétences des régions en ce qui concerne la politique de l'emploi (article 6, § 1er, IX, LSRI);
- dans la mesure où il est projeté de stimuler des activités économiques déterminées : la compétence des régions en ce qui concerne l'économie (article 6, § 1er, VI, LSRI).

Il appert des développements de la proposition de loi qu'elle tend à offrir aux particuliers certains services de proximité. Plusieurs de ces services relèvent incontestablement de la politique de la famille ou de la politique des personnes âgées, ce qui constitue en principe une compétence des communautés. La proposition vise simultanément à réduire le travail au noir et le chômage.

Du point de vue des objectifs, la proposition pourrait donc être rangée, soit sous la politique de l'emploi, soit sous l'aide aux personnes.

3. Il appert toutefois de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage que les compétences des communautés et des régions n'ont pas été formulées en tant qu'objectifs, mais que l'article 107quater - actuellement l'article 39 de la Constitution - indique clairement que les compétences régionales sont en principe définies en termes de matières. L'objectif d'une norme ne permet pas, dès lors, par lui-même, de déterminer si celle-ci entre dans la sphère de compétence du législateur fédéral ou du législateur régional (1).

Ce raisonnement vaut aussi, logiquement, pour les compétences des communautés.

Il y a lieu d'examiner, dès lors, non quel est l'objectif poursuivi par la proposition, mais quelle matière elle règle.

A cet égard, il faut cependant constater que la proposition de loi au sujet de laquelle un avis est actuellement demandé présente le même défaut que la plupart des projets de loi et amendements déjà évoqués, à savoir, que lorsqu'il s'agit de savoir par quels procédés précis les objectifs poursuivis seront réalisés, et dès lors quelle autorité est compétente à cet effet - l'autorité fédérale ou l'autorité communautaire ou régionale - les compétences qui sont essentielles sur ce point sont déléguées au pouvoir

(1) Voir notamment Cour d'arbitrage n° 1/89 du 31 janvier 1989, considérant 8.B.4.

exécutif. Il s'agit en l'occurrence : du pouvoir d'établir la liste des services de proximité (1) susceptibles d'agrément (article 4), de celui de déterminer les modalités d'agrément des prestataires (article 11, alinéa 2) (2) et de celui de fixer les conditions et les modalités de l'agrément préalable des entreprises émettrices (article 7).

4. A regarder les dispositions de la proposition de loi dans lesquelles des règles plus élaborées sont formulées, l'on peut constater que celles-ci portent sur :

- le droit du travail (articles 13, 14, 15, 16, 17, alinéa 1er, 18 et 19);
- le financement de la sécurité sociale (article 13);
- la fiscalité (articles 9, 10, 13 et 17, alinéa 2);
- le statut et l'utilisation du titre-service (articles 2, 8, 11 et 12).

La fiscalité est une matière résiduelle fédérale. Le droit du travail et la sécurité sociale constituent des exceptions fédérales à la compétence régionale en matière d'économie (article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 12°, LSRI).

Il est plus malaisé de qualifier les dispositions relatives au statut et à l'utilisation du titre-service même, dès lors qu'elles ont pour objet d'indemniser les prestataires en raison de la fourniture de certains services de proximité. Ainsi qu'il ressort des exemples donnés dans les développements, ces services mêmes peuvent prendre la

(1) Cette notion est définie de manière plutôt vague à l'article 2, 2°, comme étant "les services non soumis à la concurrence internationale, offerts aux particuliers afin d'améliorer leur qualité de vie".

(2) Peut-il, par exemple, être posé comme condition que le prestataire doit engager un nombre déterminé de chômeurs ?

forme de soins dispensés au dehors des institutions de soins pour lesquels, selon l'article 5, § 1er, I, 1°, LSRI, les communautés sont en principe compétentes dans le cadre de la politique de santé, ou encore, celle de l'aide aux personnes. Dans la mesure où il s'agit de l'aide aux catégories de personnes visées à l'article 5, § 1er, II, 1°, 3°, 4°, 5°, 6° ou 7°, LSRI, les communautés sont en principes compétentes. Sauf les exceptions visées à l'article 5, § 1er, II, 2°, LSRI, celles-ci sont également compétentes pour la politique d'aide sociale. Il convient cependant de remarquer à ce sujet qu'en principe la proposition ne dispose pas quelle aide est accordée aux personnes et qu'elle n'octroie aucune aide directe à des personnes (déterminées), ni une intervention financière directe. Elle ne fait que créer un moyen de paiement particulier afin de rétribuer des services déterminés et y attache - pour tous les employeurs et bénéficiaires - une déductibilité fiscale et une dispense de cotisations sociales limitées (1).

Dans la mesure où elle crée ce nouveau moyen de paiement, la proposition de loi ne concerne donc pas la politique en matière d'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1er, II, mais porte plutôt sur l'économie.

En principe, les régions sont compétentes pour l'économie, à moins qu'il ne s'agisse de l'une des compétences réservées à l'autorité fédérale. A titre d'exception à la politique économique, qui est en principe entièrement transférée aux régions, ces compétences doivent faire l'objet d'une interprétation restrictive.

(1) En quoi elle est aussi, en quelque sorte, comparable au système, jadis populaire, des "chèques-repas".

La création du titre-services, une forme spéciale de monnaie scripturale (1), pourrait être qualifiée d'exercice de la politique financière (droit bancaire s.l.) ou du droit commercial. Dans les deux cas, il s'agit d'une matière réservée à l'autorité fédérale, à titre d'exception à la compétence régionale en matière d'économie (article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 2° et 5°, LSRI).

5. Il ne peut être conclu sans plus de ce qui précède que le législateur fédéral est compétent en la matière. Les compétences à déléguer au pouvoir exécutif portent sur des éléments à ce point essentiels du régime en projet et sont formulées de manière tellement large et vague que l'on ne peut se prononcer, sans autre analyse sur la question de savoir si ce régime relève de la sphère de compétences de l'autorité fédérale. Il ne suffit donc pas, à cet égard, de constater que l'autorité fédérale est en principe compétente, à condition que, dans l'exercice de sa compétence, celle-ci respecte le principe de proportionnalité, en d'autres termes, qu'en poursuivant la politique qui lui est confiée, elle ne peut pas, sans qu'il existe à cet effet un minimum de motifs raisonnables, prendre des mesures à ce point radicales qu'il devienne exagérément difficile à une autre autorité de poursuivre efficacement la politique qui

(1) Une différence importante par rapport à la monnaie scripturale traditionnelle est évidemment la valeur utilitaire limitée (paiement des services de proximité). D'autres différences sont constituées par exemple par le caractère personnel obligatoire et la valeur nominale limitée.

lui est confiée (1). L'on peut douter, en effet, à la lumière des développements fournis, que l'autorité fédérale puisse, en tout état de cause, poursuivre la politique projetée sans empiéter sur le domaine réservé aux communautés et aux régions.

Le Conseil d'Etat, section de législation, se réfère dès lors à son avis n° 25.169/1 du 31 mai 1996, sur un avant-projet de loi portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (2). Dans cet avis, il a rappelé le conflit d'intérêts qui avait surgi entre l'autorité fédérale et la Communauté flamande à propos d'un article dans l'ancien projet de loi portant des dispositions sociales, qui prévoyait la possibilité d'attribuer un complément à l'allocation pour l'aide à des personnes âgées nécessitant des soins, par exemple sous la forme de chèques-services. L'on se référera également à l'avis n° 25.298/8 du 8 juillet 1996, sur quelques amendements au projet de loi susvisé (3), dans lequel la section de législation précisait que, si l'autorité fédérale peut, sous certaines conditions, instaurer une assurance-dépendance - assurance qui fut présentée comme une formule alternative pour les chèques-services - en faveur de personnes âgées nécessitant des soins, la simple disposition que le Roi ne peut pas prendre de mesures conduisant à une assurance-dépendance, sans définir ce qu'il convient d'entendre précisément par cette

(1) Jurisprudence constante de la Cour d'arbitrage, voir p. ex. Cour d'arbitrage, n° 54 du 24 mai 1988; n° 2/89 du 2 février 1989; n° 14/91 du 28 mai 1991; n° 23 et 24/92 du 2 avril 1992; n° 55/92 du 9 juillet 1992; n° 7/93 du 27 janvier 1993 et au sujet du chèque-ALE, n° 58/95 du 12 juillet 1995.

(2) Doc. Chambre, 1995-1996, n° 607/1, p. 149.

(3) Doc. Chambre, 1995-1996, n° 607/14, pp. 7-9.

dernière notion (1), n'est cependant pas de nature à conduire à une plus grande sécurité juridique sur ce point.

Eu égard aux problèmes de compétence, évoqués ci-dessus, le Conseil d'Etat estime dès lors qu'il serait prématuré d'examiner d'ores et déjà le texte même de la présente proposition de loi.

6. Quoi qu'il en soit, il convient d'observer, toutefois, que l'article 25 de la proposition concerne l'expansion économique qui, selon l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1er, 1°, LSRI, sauf les exceptions mentionnées à l'alinéa 2, 1° et 2°, lesquelles sont toutefois sans pertinence en l'espèce, constitue une compétence régionale.

III. PROBLEMES PARTICULIERS RELATIFS A LA DELEGATION DE COMPETENCES.

1. Indépendamment de ce qui précède, il convient de signaler également les objections que suscitent en soi des délégations de compétences au Roi excessivement larges. Ainsi qu'il a déjà été constaté, ces délégations portent en l'occurrence sur des éléments essentiels du régime en projet. Des délégations de cette nature ne peuvent être jugées admissibles que dans la mesure où elles sont définies

(1) Dans la doctrine il a été soutenu qu'une assurance-dépendance peut être organisée, tant au niveau de l'autorité fédérale qu'à celui des communautés, et que c'est précisément l'élaboration concrète qui permet de déterminer quelle est l'autorité compétente (B. VAN BUGGENHOUT et A. VEYS, "De afhankelijkheidsverzekering : bevoegdheid van de federale overheid of van de gemeenschappen ?", dans : B. VAN BUGGENHOUT e.a., De afhankelijkheidsverzekering, Bruges, La Charte, 1994, (1), p. 22).

avec la précision requise ou que la proposition indique les critères indispensables sur la base desquels l'organe auquel la compétence est déléguée devra exercer cette compétence. Le caractère étendu des délégations à accorder au Roi donne au demeurant lieu, en outre, aux observations plus spécifiques qui suivent.

2.1. Selon l'article 10, alinéa 2, de la proposition de loi concernée, le Roi fixe annuellement le montant maximum auquel la déductibilité fiscale des titres-services est applicable et Il peut faire varier ce montant selon les critères qu'Il fixe.

Le Roi se voit ainsi attribuer le pouvoir de fixer l'importance d'une exonération ou réduction de l'impôt, ce qui est incompatible avec les articles 170, § 1er, et 172, alinéa 2, de la Constitution, qui réservent expressément ce pouvoir au législateur.

Cette observation peut s'appliquer également à l'article 17, alinéa 2, de la proposition de loi.

2.2. Les conditions d'agrément des prestataires et des entreprises émettrices doivent également être réglées par la loi même. Cet agrément implique, en effet, une restriction de la liberté du commerce et de l'industrie. Cela vaut également pour les règles essentielles de la procédure d'agrément.

En ce qui concerne plus spécialement les conditions d'agrément des entreprises émettrices, il est permis de présumer qu'il s'agit en l'occurrence du règlement de l'exercice d'une activité bancaire déterminée ou d'une activité apparentée. Il va de soi qu'en fixant les conditions d'agrément visées, il conviendra de tenir compte des dispositions de la "seconde directive bancaire", à savoir, la seconde directive n° 89/646/CEE du Conseil du 15 décembre

1989 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, et modifiant la directive 77/780/CEE.

2.3. Selon l'article 14 de la proposition de loi, l'employeur peut, dans certains cas, octroyer au travailleur des titres-services en remplacement ou en conversion d'une partie de la rémunération, de primes, etc. et selon l'article 15 une augmentation salariale peut être accordée sous la forme de titres-services. En vertu de la disposition que l'article 18 ajoute à l'article 2, alinéa 3, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, les titres-services ne sont pas considérés comme une rémunération (1). Outre le fait que l'employeur ne peut octroyer plus de deux titres-services - dont la valeur n'apparaît d'ailleurs pas du texte en projet - par jour de travail (article 16), la proposition ne précise aucunement pour quel montant le travailleur sera tenu d'accepter des titres-services en paiement de son travail.

Dès lors que la possibilité est ainsi créée de transposer une part pour ainsi dire illimitée de la rémunération en titres-services, qui ne sont plus à considérer comme une rémunération, il ne relève nullement de la fiction que l'un des principes fondamentaux du droit du travail, à savoir que la rémunération est payée en monnaie, se trouve remis en cause. Le législateur devrait à tout le moins indiquer quelle partie de la rémunération peut au maximum être transposée en titres-services. Ce pouvoir ne peut guère être délégué au Roi.

(1) L'on comparera toutefois avec les chèques-repas, qui sont considérés en principe comme une rémunération, à moins qu'il ne soit satisfait à cinq conditions, ce selon l'article 19bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, inséré par arrêté royal du 11 décembre 1987. Voir également à ce sujet : K. BOES, De wet van 12 april 1965 op de bescherming van het loon, n° 24.2 (dans la série Arbeidsrecht dirigée par R. BLANPAIN, Bruges, La Charte).

I. STREKKING VAN HET VOORSTEL.

Het op 5 maart 1996 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend voorstel strekt, luidens de toelichting, tot de invoering van een bijzondere vorm van giraal geld (1), de dienstencheque.

Deze - overdraagbare - cheque op naam met een beperkte nominale waarde kan enkel door een particulier worden gebruikt voor de betaling van basisvoorzieningen die door een daartoe erkende natuurlijke of rechtspersoon worden aangeboden om te voorzien in individuele behoeften (artikelen 2, 1° en 3). Ook de dienstverlener mag dienstencheques slechts aanvaarden ter betaling van verstrekte basisvoorzieningen (artikel 3).

De Koning stelt bij een in Ministerraad overlegd besluit de lijst van erkende basisvoorzieningen vast, gedefinieerd als de niet aan internationale mededinging onderworpen dienstverlening, aan particulieren aangeboden teneinde hun levensomstandigheden te verbeteren. Uitgesloten zijn alle aan het beroep van de rechthebbenden inherente activiteiten (artikelen 2, 2° en 3°, en 4).

De toelichting spreekt, bij wijze van voorbeeld, van arbeidsintensieve basisvoorzieningen zoals :

- voor gezinnen met kinderen : kinderopvang thuis, begeleiding van schoolgaande kinderen op de weg van en naar de school, schoolse en buitenschoolse bijstand, vormende activiteiten, ...;
- voor bejaarden : thuisbezorgde maaltijden, verpleging, mobiliteitsbegeleiding, ...;

(1) Gedr. St., Kamer, 1995-1996, nr. 464/1, p. 3.

- voor alle particulieren : thuiswinkelen, ziekenoppas, huishoudelijke hulp, kleine herstellingen, tuinonderhoud, ...) (1).

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de wijze waarop de dienstverleners worden erkend. De dienstverleners moeten met een emitterende onderneming een overeenkomst hebben gesloten en die overeenkomst moet het identificatienummer van de dienstverlener vermelden (artikel 11).

De emitterende ondernemingen mogen dienstencheques enkel ter betaling aanvaarden indien de dienstverlener aan de voorwaarden van artikel 11 voldoet (artikel 12).

De cheque wordt uitgegeven door daartoe erkende instellingen. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden en nadere regels voor de voorafgaande erkenning van de emitterende onderneming (artikel 7), alsook welke gegevens op de dienstencheque moeten voorkomen en het maximumbedrag ervan (artikel 5).

De cheque kan worden aangekocht door werkgevers die hem aan hun werknemers als vergoeding kunnen aanbieden, of door particulieren zelf (artikel 2, 3°). De Koning kan nadere regels voor de afgifte stellen (artikel 6).

De dienstencheque is geldig vanaf de dag van uitgifte tot 31 december van het kalenderjaar dat volgt op die datum. Hij kan niet worden omgewisseld of terugbetaald (artikel 8). De dienstverlener moet de cheque aan de emitterende onderneming ter betaling aanbieden uiterlijk drie maanden na het verstrijken van de geldigheidsduur. De emitterende onderneming betaalt de dienstencheques terug binnen vijftien werkdagen nadat ze zijn aangeboden (artikel 12).

(1) Toelichting, gecit., p. 2.

Met toepassing van een individueel met de werknemer gesloten of onder de toepassing van een collectieve arbeids-overeenkomst vallende overeenkomst kan de werkgever dienstencheques toekennen ter vervanging van een gedeelte van het loon of een andere voordeel, waarop al dan niet sociale zekerheidsbijdragen zijn verschuldigd (artikel 14). In afwijking van de loonblokkering bedoeld in de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen waarbij het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen werd bekrachtigd, mag de werkgever loonsverhogingen in de vorm van dienstencheques toestaan binnen de door het voorstel gestelde grenzen (artikel 15). Aldus mag een werkgever aan zijn werknemers per werkelijke arbeidsdag niet meer dan twee dienstencheques overhandigen (artikel 16).

De dienstencheque is voor de werkgever fiscaal aftrekbaar en voor de werknemer een niet belastbaar "voordeel in natura"; er zijn geen sociale zekerheidsbijdragen op verschuldigd (artikel 9 en 13). De rechthebbende kan de door hem aangekochte cheques tot een door de Koning jaarlijks voor 1 januari van het aanslagjaar te bepalen maximum aftrekken van zijn belastbaar inkomen (artikel 10). Indien het bedrag van het van zijn werkgever ontvangen aantal dienstencheques in een aanslagjaar lager ligt dan dat maximum, kan de werknemer die bij een emitterende onderneming dienstencheques heeft aangekocht, belastingvrijstelling genieten ten belope van het verschil tussen het toegestane maximumbedrag en het totaalbedrag van de dienstencheques die de werkgever tijdens hetzelfde aanslagjaar heeft verstrekt (artikel 17).

Het voorstel bevat voorts een aantal toezichts- en strafbepalingen (artikelen 20-24).

II. BEVOEGDHEID VAN DE FEDERALE WETGEVER.

1. Naar blijkt uit de toelichting bij het wetsvoorstel, alsook uit zijn voorgeschiedenis, ligt het in de lijn van een aantal andere, al dan niet effectief tot stand gebrachte regelingen welke hoofdzakelijk tot doel hebben de werkgelegenheid te bevorderen middels het fiscaal of op een andere wijze aantrekkelijk maken van sociaal nuttig geachte arbeid die thans niet, of althans niet binnen het officiële arbeidscircuit, aan bod komt omdat de eraan verbonden loonkosten te hoog zijn.

Wat dat betreft kan worden verwezen naar :

- een uiteindelijk niet aangenomen regeringsamendement bij het ontwerp dat de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen is geworden, hetwelk ertoe strekte de Koning te machtigen om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, een complement toe te kennen op de tegemoetkoming voor de hulp aan bejaarden, bedoeld in de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, desgevallend in de vorm van dienstencheques; de Koning zou terzelfder tijd worden gemachtigd om, bij in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van dat complement te bepalen evenals, in voorkomend geval, het bedrag, de toekennings- en bestedingsvoorwaarden alsmede de uitgiftemodaliteiten van de dienstencheques (1); een bij dat wetsontwerp door de eerste twee indieners van het huidig wetsvoorstel ingediend amendement, dat een met dat wetsvoorstel te vergelijken regeling inzake de dienstencheque bevatte, werd al evenmin aangenomen, daar het Vlaams Parlement een belangenconflict had opgeworpen (2);

(1) Amendement nr. 39, Gedr. St., Kamer, 1995-1996, nr. 352/4, p. 16-17.

(2) Amendement nr. 60, Gedr. St., Kamer, 1995-1996, nr. 352/13.

- artikel 34 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, waarin is bepaald dat de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, wijzigingen kan aanbrengen aan het stelsel van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, bedoeld in de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, teneinde financieel tegemoet te komen aan de specifieke noden van zorgbehoevende bejaarden; ook naar aanleiding van deze bepaling, alsmede met betrekking tot een niet aangenomen amendement ertoe strekkende om uitdrukkelijk te bepalen dat de door de Koning te nemen maatregelen geenszins mogen leiden tot de invoering van een afhankelijkheidsverzekering, kwam de respectieve bevoegdheid van de federale overheid en de gemeenschappen ter sprake (1);
- het systeem van de PWA-cheques : artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ingevoegd bij artikel 73, 2° van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, alsmede de uitvoering ervan in artikel 79 en volgende van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, vervangen of ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 mei 1994 (2) en vervolgens verder gewijzigd.

(1) Amendement nr. 411, Gedr. St., Kamer, 1995-1996, nr. 607/12.

(2) Dit koninklijk besluit, dat ook de inwerkingtreding van artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 heeft geregeld, wat betreft het operationeel worden van de PWA's, werd vernietigd door de afdeling administratie van de Raad van State (R.v.St., Devillers, nr. 62.863 van 30 oktober 1996). Het koninklijk besluit van 28 november 1996 tot uitvoering van de artikelen 7 tot 10 van de besluitwet van 28 december 1944 en tot wijziging van de artikelen 79 en 83 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering herneemt de oorspronkelijke tekst van het besluit van 10 mei 1994 vanaf 1 juni 1994.

2. De bevoegdheidsproblemen gerezen naar aanleiding van de hiervoren vermelde wetgevende en verordenende handelingen kunnen onder de volgende noemers worden gerangschikt :

- in zoverre het de bedoeling is bepaalde diensten voor bejaarden of andere behartenswaardige categorieën van personen meer toegankelijk te maken: de bevoegdheden van de gemeenschappen inzake gezondheidsbeleid (artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (BWHI)) of bijstand aan personen (artikel 5, § 1, II, BWHI);
- in zoverre het de bedoeling is bijkomende tewerkstelling tot stand te brengen: de bevoegdheden van de gewesten inzake tewerkstellingsbeleid (artikel 6, § 1, IX, BWHI);
- in zoverre het de bedoeling is bepaalde economische activiteiten te stimuleren : de bevoegdheid van de gewesten inzake economie (artikel 6, § 1, VI, BWHI).

Uit de toelichting bij het wetsvoorstel blijkt dat het ertoe strekt bepaalde basisvoorzieningen aan te bieden aan particulieren. Een aantal hiervan behoren ongetwijfeld tot het gezinsbeleid of het bejaardenbeleid, wat in principe een gemeenschapsbevoegdheid uitmaakt. Tegelijk beoogt het voorstel het zwart werk en de werkloosheid te verminderen.

Vanuit het oogpunt van de doelstellingen zou het voorstel bijgevolg kunnen vallen onder het tewerkstellingsbeleid dan wel de bijstand aan personen.

3. Uit de rechtspraak van het Arbitragehof blijkt echter dat de bevoegdheden van gemeenschappen en gewesten niet als doelstellingen worden uitgedrukt, doch dat artikel 107quater - nu artikel 39 - van de Grondwet duidelijk aangeeft dat de gewestbevoegdheden in beginsel in termen van aangelegenheden zijn bepaald. De doelstelling van een norm

vermag dan ook niet uit zichzelf te bepalen of die norm binnen de bevoegdheidssfeer van de federale wetgever dan wel de gewestelijke decreetgever valt (1).

Deze redenering geldt redelijkerwijze ook voor de gemeenschapsbevoegheden.

Derhalve behoeft niet onderzocht te worden welke doelstelling het voorstel beoogt, doch wel welke aangelegenheid het regelt.

Hierbij moet echter worden vastgesteld dat het wetsvoorstel waarover thans advies wordt gevraagd aan hetzelfde euvel lijdt als de meeste wetsontwerpen en amendementen welke hiervoren reeds ter sprake zijn gekomen, namelijk, dat wanneer het er op aan komt te weten via welke procédés precies de voorgenomen doelstellingen zullen worden verwezenlijkt, en derhalve welke overheid daarvoor bevoegd is - de federale dan wel de gemeenschaps- of de gewestoverheid - de in dat opzicht essentiële bevoegdheden gedelegeerd worden aan de uitvoerende macht. Terzake zijn het : de

(1) Zie o.m. Arbitragehof, arrest nr. 1/89 van 31 januari 1989, overweging 8.B.4.

bevoegdheid om de lijst van de basisvoorzieningen (1) welke voor erkenning in aanmerking komen op te stellen (artikel 4), die om de wijze te bepalen waaronder de dienstverstrekkers worden erkend (artikel 11, tweede lid) (2) en die om de voorwaarden en nadere regels voor de voorafgaande erkenning van de emitterende ondernemingen vast te stellen (artikel 7).

4. Wanneer men de bepalingen bekijkt van het wetsvoorstel waarin wel meer uitgewerkte regels worden geformuleerd, dan kan men vaststellen dat deze verband houden met :

- het arbeidsrecht (artikel 13, 14, 15, 16, 17, eerste lid, 18 en 19);
- de financiering van de sociale zekerheid (artikel 13);
- de fiscaliteit (artikel 9, 10, 13 en 17, tweede lid);
- het statuut en het gebruik van de dienstencheque (artikel 2, 8, 11 en 12).

De fiscaliteit is een residuaire federale aangelegenheid. Het arbeidsrecht en de sociale zekerheid vormen federale uitzonderingen op de gewestelijke bevoegdheid inzake economie (artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, BWHI).

Moeilijker is het de bepalingen inzake het statuut en het gebruik van de dienstencheque zelf te kwalificeren, aangezien zij bedoeld zijn om dienstverleners voor het verstrekken van bepaalde basisvoorzieningen te vergoeden. Deze voorzieningen zelf kunnen, zoals blijkt uit de in de

(1) Dat begrip wordt in artikel 2, 2°, op eerder vage wijze gedefinieerd als "de niet aan internationale mededinging onderworpen dienstverlening, aan particulieren aangeboden teneinde hun levensomstandigheden te verbeteren".

(2) Kan bijvoorbeeld als voorwaarde worden gesteld dat de dienstverstrekker een bepaald aantal werklozen in dienst moeten nemen ?

toelichting gegeven voorbeelden, de vorm aannemen van zorgenverstrekking buiten de verplegingsinrichtingen waarvoor de gemeenschappen luidens artikel 5, § 1, I, 1°, BWHI, in het kader van het gezondheidsbeleid, in principe bevoegd zijn, dan wel de vorm van bijstand aan personen. In de mate dat het gaat om bijstand aan de in artikel 5, § 1, II, 1°, 3°, 4°, 5°, 6° of 7°, BWHI bedoelde categorieën van personen, zijn de gemeenschappen hiervoor in principe bevoegd. Behoudens de in artikel 5, § 1, II, 2°, BWHI, bedoelde uitzonderingen zijn deze ook bevoegd voor het beleid inzake maatschappelijk welzijn. Nochtans moet hierbij worden opgemerkt dat het voorstel in principe niet bepaalt welke bijstand aan personen wordt toegekend en dat het geen rechtstreekse hulp aan (bepaalde) personen toekent, noch een rechtstreekse financiële tussenkomst. Het creëert enkel een bijzonder betaalmiddel om bepaalde diensten te vergoeden en kent daaraan - voor alle werkgevers en rechthebbenden - een beperkte fiscale aftrekbaarheid en vrijstelling van sociale bijdragen toe (1).

In zoverre het dat nieuw betaalmiddel creëert, betreft het wetsvoorstel dan ook niet het beleid inzake bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, doch veeleer de economie.

In principe zijn de gewesten bevoegd voor de economie, tenzij het gaat om een van de aan de federale overheid voorbehouden bevoegdheden. Als uitzondering op het in principe volledig aan de gewesten overgedragen economisch beleid dienen deze bevoegdheden restrictief te worden geïnterpreteerd.

(1) Waarin het ook enigszins vergelijkbaar is met het eens populaire systeem van de zg. maaltijdcheques.

De creatie van de dienstencheque, een bijzondere vorm van giraal geld (1), zou kunnen worden gekwalificeerd als een uitoefening van het financieel beleid (bankrecht s.l.) of handelsrecht. In beide gevallen gaat het om een - als uitzondering op de gewestelijke bevoegdheid inzake economie - aan de federale overheid voorbehouden aangelegenheid (artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 2° en 5°, BWHI).

5. Uit wat voorafgaat kan niet zonder meer worden besloten dat de federale wetgever terzake bevoegd is. De aan de uitvoerende macht te delegeren bevoegdheden hebben betrekking op zodanig essentiële bestanddelen van de ontworpen regeling en zijn zodanig ruim en vaag geformuleerd, dat over de vraag of die regeling tot de bevoegdheidssfeer van de federale overheid behoort, niet zonder meer uitspraak kan worden gedaan. Het volstaat hierbij dan ook niet vast te stellen dat de federale overheid in principe bevoegd is, mits zij bij de uitoefening van haar bevoegdheid het evenredigheidsbeginsel eerbiedigt, m.a.w. dat zij bij het voeren van het beleid dat haar is toevertrouwd niet, zonder dat daartoe een minimum aan redelijke gronden voorhanden is, zo verregaande maatregelen kan treffen dat een andere overheid het buitenmate moeilijk krijgt om het beleid dat haar is toevertrouwd doelmatig te

(1) Een belangrijk verschil met het traditioneel giraal geld is uiteraard de beperkte gebruikswaarde (betaling van basisvoorzieningen). Andere verschillen zijn bv. het verplicht persoonlijk karakter en de beperkte nominale waarde.

voeren (1). Er kan immers worden betwijfeld, in het licht van de verstrekte toelichting, of de federale overheid hoe dan ook het voorgenomen beleid zal kunnen voeren zonder het terrein voorbehouden aan de gemeenschappen en gewesten te betreden.

De Raad van State, afdeling wetgeving, verwijst dan ook naar zijn advies nr. 25.169/1 van 31 mei 1996, over een voorontwerp van wet tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels (2). In dat advies heeft hij herinnerd aan het belangenconflict dat was ontstaan tussen de federale overheid en de Vlaamse Gemeenschap over een artikel in het toenmalige wetsontwerp houdende sociale bepalingen, hetwelk in de mogelijkheid voorzag om een complement toe te kennen op de tegemoetkoming voor hulp aan zorgbehoevende bejaarden, bijvoorbeeld onder de vorm van dienstencheques. Er kan ook worden verwezen naar het advies nr. 25.298/8 van 8 juli 1996, over enkele amendementen op voornoemd ontwerp van wet (3), waarin de afdeling wetgeving verduidelijkte dat, zo de federale overheid onder bepaalde voorwaarden een afhankelijkheidsverzekering - deze verzekering werd voorgesteld als een alternatieve formule voor de dienstencheques - kan invoeren ten behoeve van zorgbehoevende bejaarden, louter de bepaling dat de Koning geen maatregelen mag nemen die leiden tot een afhankelijkheids-

(1) Vaste rechtspraak van het Arbitragehof, zie bv. Arbitragehof, nr. 54 van 24 mei 1988; nr. 2/89 van 2 februari 1989; nr. 14/91 van 28 mei 1991; nrs. 23 en 24/92 van 2 april 1992; nr. 55/92 van 9 juli 1992; nr. 7/93 van 27 januari 1993 en in verband met de PWA cheque, nr. 58/95 van 12 juli 1995.

(2) Gedr. St. Kamer, 1995-1996, nr. 607/1, p. 149.

(3) Gedr. St., Kamer, 1995-1996, nr. 607/14, p. 7-9.

verzekering, zonder omschrijving van wat precies onder dat laatste begrip verstaan moet worden (1), echter niet van aard is om op dit punt tot een grotere rechtszekerheid te leiden.

Gelet op de hiervoren ter sprake gekomen bevoegdheidsproblemen, acht de Raad van State het dan ook voorbarig om reeds een onderzoek te wijden aan de tekst zelf van het voorliggend wetsvoorstel.

6. Hoe dan ook moet echter worden opgemerkt dat artikel 25 van het voorstel de economische expansie betreft, welke luidens artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1°, BWHI, behoudens de in het tweede lid, 1° en 2°, vermelde maar hier niet relevante uitzonderingen, een gewestelijke bevoegdheid is.

III. BIJZONDERE PROBLEMEN IN VERBAND MET BEVOEGDHEIDSDELEGATIE.

1. Los van wat voorafgaat dient ook nog te worden gewezen op de bezwaren welke overdreven verregaande bevoegdheidsdelegaties aan de Koning op zichzelf meebrengen. Zoals reeds werd vastgesteld hebben deze delegaties terzake betrekking op essentiële onderdelen van de ontworpen regeling. Delegaties van die aard kunnen maar toelaatbaar worden geacht in de mate dat zij met de vereiste precisie worden omschreven of dat in het voorstel de nodige criteria worden

(1) In de rechtsleer is betoogd dat een afhankelijkheidsverzekering georganiseerd kan worden zowel op het niveau van de federale overheid als op dat van de gemeenschappen, en dat precies de concrete uitwerking bepalend is voor de vraag welke overheid bevoegd is (B. VAN BUGGENHOUT en A. VEYS, "De afhankelijkheidsverzekering : bevoegdheid van de federale overheid of van de gemeenschappen ?"; in B. VAN BUGGENHOUT e.a., De afhankelijkheidsverzekering, Brugge, Die Keure, 1994, (1), p. 22).

aangegeven op grond waarvan het orgaan waaraan de bevoegdheid wordt gedelegeerd, die bevoegdheid zal moeten uitoefenen. Overigens geeft de ruime aard van de te verlenen delegaties aan de Koning nog aanleiding tot de volgende, meer specifieke opmerkingen.

2.1. Blijkens artikel 10, tweede lid, van het betrokken wetsvoorstel, bepaalt de koning jaarlijks het maximumbedrag waarvoor de fiscale aftrekbaarheid van de aangekochte dienstencheques geldt en kan Hij dat bedrag laten variëren volgens de criteria welke Hij vaststelt.

Aldus wordt aan de Koning de bevoegdheid toegekend om de grootte vast te stellen van een vrijstelling of vermindering van de belasting, wat niet bestaanbaar is met de artikelen 170, § 1, en 172, tweede lid, van de Grondwet die deze bevoegdheid uitdrukkelijk voorbehouden aan de wetgever.

Deze opmerking kan ook worden betrokken op artikel 17, tweede lid, van het wetsvoorstel.

2.2. De voorwaarden waaronder de dienstverleners en de emitterende ondernemingen worden erkend dienen eveneens bij de wet zelf worden geregeld. Die erkenning houdt immers een beperking in van de vrijheid van handel en nijverheid. Dat geldt ook voor de essentiële regels van de erkenningsprocedure.

Wat meer bepaald de erkenningsvoorwaarden van de emitterende ondernemingen betreft, kan men bovendien veronderstellen dat het hier gaat om een regeling van de uitoefening van een bepaald soort bankactiviteit of daarmee verwante activiteit. Het spreekt vanzelf dat bij het vaststellen van de bedoelde erkenningsvoorwaarden rekening zal moeten worden gehouden met de bepalingen van de zogenaamde "tweede bankrichtlijn", zijnde de tweede richtlijn, nr. 89/646/EEG van de Raad van 15 december 1989 tot coör-

dinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen, alsmede tot wijziging van richtlijn 77/780/EEG.

2.3. Luidens artikel 14 van het wetsvoorstel kan in bepaalde gevallen de werkgever aan de werknemer dienstencheques toekennen ter vervanging of omzetting van een gedeelte van het loon, premies, en dergelijke, en blijkens artikel 15 kan loonsverhoging worden toegestaan onder de vorm van dienstencheques. Krachtens de toevoeging welke artikel 18 aan artikel 2, derde lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers aanbrengt, worden de dienstencheques niet als loon beschouwd (1). Behoudens dat de werkgever per arbeidsdag niet meer dan twee dienstencheques - waarvan de waarde overigens niet blijkt uit de ontworpen tekst - kan overhandigen (artikel 16), bepaalt het voorstel nergens voor welk bedrag de werknemer ertoe gehouden zal zijn dienstencheques als betaling voor zijn arbeid aan te nemen.

Aangezien aldus de mogelijkheid wordt geschapen een vrijwel onbeperkt gedeelte van het loon om te zetten in dienstencheques, welke niet meer als loon te beschouwen zijn, is het gevaar niet denkbeeldig dat een der grondprincipes van het arbeidsrecht, namelijk dat het loon in geld wordt uitbetaald, op de helling wordt gezet. De wetgever zou op zijn minst moeten bepalen welk gedeelte van het loon ten hoogste in dienstencheques kan worden omgezet. Die bevoegdheid kan bezwaarlijk aan de Koning worden gedelegeerd.

(1) Men vergelijkte evenwel met de maaltijdcheques, welke in beginsel als loon worden beschouwd, tenzij aan vijf voorwaarden is voldaan, blijkens artikel 19bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969, ingevoegd bij koninklijk besluit van 11 december 1987. Zie hierover ook : R. BOES, De wet van 12 april 1965 op de bescherming van het loon, nr. 24.2 (in de reeks Arbeidsrecht o.l.v. R. BLANPAIN, Brugge, Die Keure).

La chambre était composée de

de Heren : J. DE BRABANDERE,
Messieurs :

M. VAN DAMME,
D. ALBRECHT,

de Heer : E. WYMEERSCH,
Monsieur :
Mevrouw : Y. MERCHIER,
Madame :

Mevrouw : A. BECKERS,
Madame :

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. ALBRECHT.

Le rapport a été présenté par M. L. VERMEIRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. SOURBRON, référendaire adjoint.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

A. BECKERS.

De kamer was samengesteld uit

kamervoorzitter,
président de chambre,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

assessoren van de
afdeling wetgeving,
assesseurs de la
section de législation,

griffier,
greffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. D. ALBRECHT.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. VERMEIRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. SOURBRON, adjunct-referendaris.

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

J. DE BRABANDERE.